



DÉCLARATION DE BERNE

OMC Conférence ministérielle de Hongkong - 2005

Fact-sheet

Agriculture

Etat des lieux :

Après 10 ans d'existence de l'OMC, il est devenu clair que l'Accord sur l'agriculture, axé sur l'exportation, n'est pas un moyen approprié pour promouvoir une agriculture durable et réduire la pauvreté dans les pays du Sud. Au contraire: le dumping des pays industrialisés - la vente de produits en-dessous des coûts de production - détruit l'agriculture vivrière nationale et locale dans les pays en développement et les rend dépendants des importations. Beaucoup de petits paysans ont perdu leurs moyens de subsistance à cause des importations bon marché. C'est surtout dans les pays en développement que l'accord a des conséquences négatives pour les petits paysans. Ils n'ont en effet ni le terrain suffisant, ni l'argent, ni la liberté nécessaire pour se lancer activement dans l'exportation et ne peuvent plus assurer le revenu nécessaire à leur famille.

Sur demande des Etats-Unis et du Brésil, les droits de douane doivent être massivement démantelés lors du prochain cycle de l'OMC. Les pays en développement qui importent davantage qu'ils n'exportent y perdraient une protection très importante pour leurs propres produits agricoles - au détriment de la sécurité alimentaire et du développement régional.

Les pays industrialisés promettent depuis la naissance de l'OMC de réduire leurs subventions agricoles à l'exportation et même, à une certaine échéance - non fixée - de les supprimer totalement. Cette promesse - réitérée en juillet 2004 à Genève - n'a jusqu'à présent pas été tenue. Mais en échange de leur prétendue bonne volonté dans le secteur agricole, les pays industrialisés exigent que les pays en développement prennent des engagements de libéralisation dans les secteurs des services et des biens industriels. Les pays industrialisés se servent ainsi de vieilles promesses non tenues pour obtenir de nouveaux avantages dans d'autres domaines.

Position de la Suisse :

La Suisse défend la position que le commerce des biens agricoles ne relève pas uniquement du commerce mais que l'agriculture doit être envisagée dans une dimension multifonctionnelle, qui comprend aussi par exemple la protection de la nature et du paysage. Il faut saluer en soi cette position.

Demandes de la Déclaration de Berne au gouvernement suisse :

- De la même manière qu'elle s'emploie à soutenir une exploitation respectueuse de l'environnement (*green box*), la Suisse devrait aussi s'engager pour que les pays en développement puissent acquérir ou maintenir leur souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit de pouvoir exclure des produits importants des règles de l'OMC, ou selon les besoins, de pouvoir augmenter les droits de douane sur les importations de produits bon marché.
- Les subventions à l'exportation des pays industrialisés qui distordent les prix sur le marché mondial doivent être éliminées aussi rapidement que possible.
- Les crêtes tarifaires dans les pays industrialisés pour les produits alimentaires en provenance des pays en développement doivent être massivement réduites.
- La Suisse devrait mettre à disposition des fonds et du savoir-faire pour rassembler des données sexospécifiques sur les effets de l'accord agricole de l'OMC durant les dix dernières années.